

ARRÊTÉ
DE MISE EN DISPONIBILITÉ POUR CONVENANCES PERSONNELLES
DE M. ou M^{me} [Nom Prénom]
GRADE [grade]

Le Maire (*ou le Président*) de [collectivité ou établissement public],

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
Vu le décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 modifié, relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité et de congé parental des fonctionnaires territoriaux,
Vu le décret n° 2017-105 du 27 janvier 2017 relatif à l'exercice d'activités privées par des fonctionnaires ou agents non titulaires ayant cessé temporairement ou définitivement leurs fonctions et à la commission de déontologie,

Vu la demande écrite de mise en disponibilité pour convenances personnelles présentée par M. ou M^{me} [Nom, Prénom] pour une durée de [durée], à compter du [date],

Considérant que rien ne s'oppose à ce qu'il lui soit donné satisfaction,

Considérant que la disponibilité pour convenances personnelles ne peut excéder au total dix années pour l'ensemble de la carrière, (*le cas échéant*)

Considérant que M. ou M^{me} [Nom, Prénom] a informé par écrit M. ou M^{me} [le Maire ou le Président] de [collectivité ou établissement public], de son intention d'exercer une activité privée (*au moins trois mois avant la date souhaitée de disponibilité*), (*le cas échéant*),

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

M. ou M^{me} [Nom, Prénom] est placé(e) en disponibilité pour convenances personnelles pour une durée de [durée] à compter du [date],

ARTICLE 2 :

Pendant cette période, M. ou M^{me} [Nom, Prénom] ne perçoit aucune rémunération et cesse de bénéficier de ses droits à l'avancement et à la retraite.

ARTICLE 3 :

Au cas où M. ou M^{me} [Nom, Prénom], se propose d'exercer une activité professionnelle privée, il(*elle*) en informe par écrit, M. ou M^{me} [le Maire ou le Président] de [collectivité] et le Préfet du [*département dans lequel se situe la collectivité*].

ARTICLE 4 :

M. ou M^{me} [Nom, Prénom] devra solliciter sa réintégration ou la prolongation de la disponibilité trois mois au moins avant l'expiration de la période de disponibilité en cours. Faute de quoi M. ou M^{me} [Nom, Prénom] pourra être radié(e) des effectifs.

ARTICLE 5 :

Le Secrétaire Général (*ou le Directeur Général*) est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :
- Notifié à l'intéressé(e).

Ampliation adressée au :

- Président du Centre de Gestion,
- Comptable de la collectivité.

Fait à [commune] le [date]
Le Maire (*ou le Président*)

Le Maire (*ou le Président*),

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Notifié le [date].

Signature de l'agent :